

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Création d'un certificat d'aptitude à l'enseignement alpin.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu la loi n° 48-267 du 18 février 1948 portant réglementation de la profession de guide de montagne;

Vu le décret n° 50-174 du 3 février 1950 fixant les conditions de délivrance des diplômes et l'exercice de la profession de guide de montagne, modifié par le décret n° 54-1000 du 8 octobre 1954 et par le décret n° 59-1396 du 8 décembre 1959;

Vu l'arrêté du 22 février 1961 portant délégation de signature à M. Maurice Herzog, haut-commissaire à la jeunesse et aux sports;

Vu l'avis de la commission consultative de l'alpinisme,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Il est créé un certificat d'aptitude à l'enseignement alpin.

Ce certificat confère à ses titulaires le droit d'enseigner dans les associations et unions d'associations agréées par le haut-commissariat à la jeunesse et aux sports pour l'enseignement de l'alpinisme sous réserve qu'ils soient également titulaires du brevet d'aspirant guide.

Art. 2. — La délivrance du certificat d'aptitude à l'enseignement alpin est subordonnée à la participation à un stage et aux résultats d'un examen.

Art. 3. — Le lieu et la durée du stage et le nombre de places sont arrêtés chaque année avant le 1^{er} février après avis de la commission consultative de l'enseignement de l'alpinisme.

Art. 4. — Les candidats au certificat d'aptitude à l'enseignement alpin doivent adresser au haut-commissariat à la jeunesse et aux sports une demande accompagnée des pièces exigées des candidats au brevet d'aspirant guide.

Ils doivent en outre souscrire l'engagement d'enseigner dans la même association ou union d'associations durant cinq saisons à raison de deux mois par saison.

Le haut-commissaire à la jeunesse et aux sports décide de l'acceptation des candidatures, après avoir transmis celles-ci pour étude et avis à la commission consultative de l'enseignement de l'alpinisme, de la composition et de la réunion du jury qui comprend obligatoirement :

- Un représentant du haut-commissariat, président du jury.
- Un représentant de la fédération française de la montagne.
- Un représentant du syndicat professionnel.
- Un représentant des associations ou unions d'associations.
- Le directeur du stage.

Art. 5. — L'examen préalable à la délivrance du certificat d'aptitude à l'enseignement alpin comporte les épreuves suivantes :

I. — Épreuves écrites.

- a) Une interrogation écrite portant sur la technique de l'alpinisme, la technique particulière à la pratique de l'alpinisme dans les associations, le choix, la préparation et la conduite d'une course; sur la technique du rocher, de la glace; sur l'emploi de la corde; sur la cartographie, la topographie, l'orientation; sur le climat alpin, la météorologie, la prévision du temps (coefficient 3).
- b) Une interrogation écrite portant sur l'histoire et la géographie des grands massifs alpins et extra-européens, sur la géologie des montagnes, leur formation, sur les glaciers (coefficient 3).

II. — Interrogations orales.

- a) Le milieu montagnard en général (coefficient 1).
- b) Hygiène, secourisme et secours en montagne (coefficient 1).
- c) Organisation de l'alpinisme en France (coefficient 1).

III. — Épreuves pédagogiques.

Leçon dans le rocher, enseignement et correction de mouvements (coefficient 3).

Leçon sur la glace ou la neige, enseignement et correction de mouvements (coefficient 3).

IV. — Exposé fait par le candidat sur un sujet tiré au sort après préparation d'un quart d'heure (coefficient 3).

V. — Esprit, tenue et attitude (coefficient 1).

Chaque épreuve est notée sur 20.

Art. 6. — Les candidats sont notés par les professeurs chargés de l'enseignement au cours des séances techniques et théoriques et des courses en montagne effectuées pendant le stage ainsi qu'au cours des exercices d'application des matières enseignées. Les notes sont définitivement attribuées aux candidats après délibération du jury d'examen, qui tient compte de leur comportement physique et moral durant le stage. Les candidats sont interrogés soit par les membres du jury, soit par des professeurs désignés par le président du jury, soit par des personnes reconnues qualifiées par le président du jury.

Art. 7. — Après clôture des épreuves, le jury adresse la liste des candidats ayant obtenu une note égale ou supérieure à 190 points et qu'il propose pour l'obtention du certificat d'aptitude à l'enseignement alpin au haut-commissaire à la jeunesse et aux sports

qui arrête la liste des candidats admis et leur délivre le certificat d'aptitude à l'enseignement alpin.

Art. 8. — Le sous-directeur de l'éducation physique, des sports et du plein air est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 4 août 1961.

Pour le ministre et par délégation :

Le haut-commissaire à la jeunesse et aux sports,
MAURICE HERZOG.

Programme de géographie du certificat d'aptitude à l'inspection primaire (option Communauté-Territoires d'outre-mer) (session septembre 1962).

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu l'article 7 de l'arrêté du 14 juin 1949;

Vu l'article 3 de l'arrêté du 15 octobre 1953;

Vu l'arrêté du 15 mai 1961,

Arrête :

Article unique. — Les dispositions de l'arrêté du 15 mai 1961 fixant le programme de géographie pour la session de septembre 1961 du certificat d'aptitude à l'inspection primaire (option Communauté-Territoires d'outre-mer) sont reconduites pour la session de septembre 1962.

La bibliographie annexée à l'arrêté du 15 mai 1961 susvisé reste valable. Elle sera, dans le cas de publications nouvelles et qui seraient jugées utiles pour les candidats, complétée dans le courant de l'année 1962.

Fait à Paris, le 8 octobre 1961.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur des enseignements élémentaires
et complémentaires,
MICHEL LEBETTRE.

Programme du concours d'admission en première année de l'école normale supérieure de l'enseignement technique (sections D et E, F, G, session de 1962).

Par arrêté en date du 9 octobre 1961, le programme du concours d'admission en première année de l'école normale supérieure de l'enseignement technique (sections E, F, G, Lettres, langues vivantes, session de 1962), fixé par arrêté du 29 août 1961, est modifié ainsi qu'il suit :

Espagnol.

Au lieu de :

« 2 Lope de Vega : *Fuenteovejuna* »,

Lire :

« 2 Calderon de la Barca : *El Alcalde de Zalamea* ».

Dénomination d'un établissement d'enseignement.

Par arrêté du 12 octobre 1961, est approuvée la délibération du conseil municipal d'El Bordj en date du 5 juillet 1961 proposant de donner le nom de Victor-Hugo à l'école de filles de cette localité.

Brevet de guide de haute montagne.

Par arrêté en date du 6 octobre 1961 et par dérogation exceptionnelle, le brevet de guide de haute montagne est attribué à M. Jouve (Henri), guide de montagne.

Diplôme d'élève breveté des écoles nationales professionnelles et des écoles nationales professionnelles d'horlogerie.

Par arrêté en date du 9 octobre 1961, le diplôme d'élève breveté des écoles nationales professionnelles et des écoles nationales professionnelles d'horlogerie a été attribué à l'ancien élève Viaud (Maurice).

Administration académique.

Par arrêté en date du 25 septembre 1961, Mme Barenne (Marguerite), rédactrice de l'administration académique, est détachée à l'Institut pédagogique national, pour une période de cinq ans à compter du 1^{er} juillet 1960, en vue d'exercer les fonctions d'assistante au centre national d'enseignement par correspondance, radio, télévision.